

Nouvelles locales des jeudi 02 et vendredi 03 octobre 2014

@rib News, 03/10/2014 | Politique - Les membres des partis Sahwanya-Frodebu et Frodebu-Nyakuri étaient sur le qui vive le matin de ce vendredi et attendaient la finalisation et la signature de l'acte consacrant la réunification de ces partis. Des invités avaient été installés dans la salle qui devrait accueillir ces activités mais, à la dernière minute, le président du parti Sahwanya-Frodebu ne s'est pas présenté. Le vice-président de ce parti a assuré qu'il y a eu des questions pendantes sujettes à discussion tout en s'excusant du contre temps et en assurant que le processus ne s'arrête pas là.

Le président du parti Frodebu-Nyakuri a de sa part fait connaître son indignation face à ce que Léonce Ngendakumana venait de faire. Le docteur Jean Minani a estimé que les détails doivent être réglés après la réconciliation. Il affirme que cette réconciliation devrait plutôt être un exemple pour les autres formations politiques d'adhésives. Il constate que la réunification ou les alliances sont le seul moyen de changer les choses dans ce pays tout en assurant lui aussi que le processus continue. Il demande à qui que ce soit qui veut le changement de se mettre ensemble pour faire partir le CNDD-FDD après les élections de 2015. [isanganiro/rtr/rpa/bonesha] - Après la publication des listes des membres des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI), des actions critiquant ces dernières continuent de tomber. En effet, dans les provinces de Bubanza, Bururi, Cankuzo, Ngozi et Makamba, certains se lamentent du fait que des juristes ont été présentés par le parti au pouvoir alors qu'ils sont censés afficher une neutralité. Les partis politiques de l'opposition ne comprennent pas du tout ce qui s'est passé pour que la CENI choisisse ces membres dans ces provinces. Ils trouvent qu'ils ne sont pas représentés comme ils l'avaient souhaité. Ils demandent ainsi à cette commission de revoir ces listes pour y mettre ceux qui sont issus d'un consensus entre tous les acteurs concernés. [bonesha/rpa/isanganiro] - Le parti Uprona non reconnu par le ministère de l'Intérieur trouve que la mise en place des membres des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI) a violé la constitution, la loi électorale et les principes généraux pour la bonne conduite des élections de 2015. Selon le porte-parole de ce parti, les articles 39 et 91 de la constitution, 38 de la loi électorale et le point 7 des principes généraux pour la bonne conduite des élections assurent une représentation de tous les intervenants en matière électorale mais que la CENI a fait sourde oreille à ces recommandations. Tatien Sibomana trouve qu'il y a eu négligence de ce que les politiciens avaient convenus et que les autres personnes n'ont pas été consultées pour la mise en place de cette commission excepté le parti au pouvoir et ceux qui sont avec lui. Il demande que la situation soit corrigée.

[bonesha/rpa/rtr/isanganiro] - L'ADC-Ikibiri a sorti un communiqué de presse ce vendredi suite à la publication des noms des membres des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI). En effet, cette coalition de l'opposition trouve que le processus électoral est mis à mal par la CENI. Ce communiqué trouve que le parti au pouvoir et ses alliés dominent à 98% les membres de ces commissions provinciales. Il trouve que les autres partis n'auront pratiquement rien à dire. La coalition trouve que cela montre à suffisance que les élections de 2015 ne seront pas transparentes, ni libres, ni transparentes et que cela va nécessairement engendrer de mauvaises répercussions sur la vie du pays. Elle demande ainsi au peuple burundais de se lever et de ne pas accepter ce processus mal engagé. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] - La Ligue des Droits de l'homme dans la Région des Grands Lacs africains (LDGL) trouve que la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ne s'est pas bien comportée dans la mise en place des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI). Ce point est partagé par la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring des Elections (COSOME). En effet, cette dernière estime que la CENI devrait plutôt fournir à la communauté nationale l'origine de tous les membres des CEPI afin de lever les inquiétudes des uns et des autres. [rpa/bonesha/isanganiro] -

Après que la fondation « Mouhamed Ibrahim » ait sorti un rapport annuel sur la gouvernance économique et politique dans les pays africains, le gouvernement burundais a tenu à réagir à ce propos. En effet, le secrétaire général et porte-parole du gouvernement précise que le Burundi est un pays où la gouvernance qu'elle soit politique ou économique arrive à un stade avancé. Philippe Nzobonariba ajoute aussi que le gouvernement dont il est porte-parole ne connaît pas les critères de classement que cette fondation a utilisés pour opérer un tel classement et que par ce même fait, ce classement ne peut pas être considéré comme valable par le gouvernement. Selon lui, ce sont les Burundais qui devraient dire comment ils sont gouvernés et non pas quelqu'un d'autre. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] | Justice

Après la décision de sa libération provisoire, le président de l'APRODH est sorti de l'hôpital BOUMELEC où il était hospitalisé depuis trois semaines. Il a été accueilli par une foule immense qui l'a accompagné jusqu'à son domicile chantant des chansons en sa faveur. Arrivé chez lui, il a tenu à remercier tous ceux qui l'ont soutenu dans les moments douloureux dans lesquels il était. Il a aussi assuré, via le Psaume 27, que le Seigneur est son rempart et qu'il ne craint rien. Il faisait allusion au fait que certaines personnalités de ce pays souhaitent le voir rentrer dans une tombe au lieu de rentrer chez lui. Il a aussi souhaité que son dossier soit annulé par la justice puis que certaines de ses affirmations ont été relayées par l'agence onusienne de la RD Congo, la MONUSCO ; c'est à dire la présence des militaires burundais en RD Congo. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - Le président du FOCODE qui était parmi la masse a tenu à affirmer que Pierre Claver Mbonimpa vient de faire une déclaration importante concernant les menaces qui pèsent sur sa sécurité physique. Pacifique Nininahazwe estime que les instances sécuritaires de ce pays devraient veiller sur sa sécurité pour que le pire ne lui arrive pas. Il trouve que ce qui est arrivé à la troisième soeur de la congrégation des xavériennes qui a été tuée alors que la police avait encerclé le lieu ne peut pas arriver à Pierre Claver Mbonimpa puis que ces instances sont averties. Il demande à la police plus particulièrement d'être vigilante et de le protéger consciencieusement.

[isanganiro/rtr/bonesha/rpa] | Sécurité - Après que la MONUSCO ait affirmé que des militaires burundais sont visibles en RD Congo, le porte-parole de l'armée burundaise confirme cette information. En effet, le Colonel Gapan Baratuza précise que ces militaires sont là depuis très longtemps et qu'ils collaborent avec les militaires congolais dans la sécurisation des frontières communes. Il ajoute aussi qu'ils participent dans la lutte contre les groupes armés dont les FDRR rwandais implantés à bas depuis la guerre au Rwanda et les FNL. Il dit aussi ne pas comprendre l'intention de

MONUSCO de dénoncer cela au moment o 1 le peuple congolais ne bronche pas de cette présence. Il assure aussi que même les militaires congolais peuvent entrer au Burundi dans le cadre de la CEPGL. [isanganiro/rpa/bonesha] - Des personnes en armes ont attaqué le magasin grossiste vendant les bouteilles d eau de type Aquavie et certains autres marchandises comme les savons l apr s midi de ce vendredi. Selon des sources sur place, il était vers 16h30 quand quatre personnes en voiture ont embarqué devant ce magasin. Deux d entre elles armées de pistolet se sont introduites   l int rieur alors qu une autre armée de Kalachnikov était rest e   l entr e. Une troisième était rest e dans la voiture dont le moteur était en marche. Une somme d argent non encore connue a été emportée par ces bandits. Précisions que ce n est pas pour la première fois que ce magasin est d valis  par des personnes en armes non identifiées. [rpa/rtnb/rtr]   Education - Les élèves de l ITAB Gifuruzi dans la commune Nyanza-Lac de la province Makamba ont fait une marche manifestation ce mercredi vers le centre Nyanza-Lac. Ils avaient en outre comme réclamation l am lioration des conditions de vie   l internat. En effet, ils font savoir qu ils ne sont pas mieux n ont pas d eau potable. Ils assurent qu ils avaient soumis ces questions   la direction de cette  cole mais sans raison pour laquelle ils ont décidé de les porter au plus haut niveau. Ils ont en outre été bloqués par la police   Mugerama, centre situé   deux kilomètres de leur établissement. Toutes les autorités tant administratives qu  du de la commune étaient présentes pour calmer la situation et elles ont décidé de faire quelque chose face   ces réclamations. [isanganiro/bonesha/rtnb] - Les étudiants des universités tant publiques que privées ont entamm  un mouvement de grève illimité depuis ce vendredi. Ils réclament que le ministère de l enseignement supérieur et de recherche scientifique leur montre le sort qui leur sera réservé après la fin de leurs études dans la nouveau système BMD. Ils veulent en outre savoir la place d un baccalaurien face   licencié de l ancien système. Ils veulent aussi que les conditions de passage du baccalauréat au master soient éclaircies dans toutes les universités. Enfin, ils assurent que la reprise des cours sera conditionnée par l attitude du ministère de l enseignement supérieur et de la recherche scientifique   ce sujet. Pourtant, ils ont décidé que les examens et les stages continuent malgré la grève, cela en respect du service minimum. [isanganiro/rtr/rtnb/rpa/bonesha]